



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CABINET**  
**Direction des sécurités**  
Service interministériel de défense  
et de protection civiles  
Réf : 2023/SIDPC/AL/107

**ARRÊTÉ PORTANT DISPENSE D'ÉLABORATION D'UN PLAN PARTICULIER  
D'INTERVENTION (PPI) POUR L'ÉTABLISSEMENT « REVIVAL »  
À CASTINE-EN-PLAINE**

**LE PRÉFET DU CALVADOS,**

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment l'article R. 741-20 ;

**VU** l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration d'un plan particulier d'intervention, pris en application de l'article R. 741-21 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** la circulaire du 10 mai 2000 relative à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation (application de la directive SEVESO II) ;

**VU** la circulaire du 12 janvier 2011 relative à l'articulation entre le plan d'opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification ORSEC afin de traiter les situations d'urgence dans les installations classées ;

**VU** l'étude de danger du 13 octobre 2023, accompagnée du rapport de tierce-expertise du 12 octobre 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la DREAL, du 20 novembre 2023 ;

**VU** le plan d'opération interne (POI) de REVIVAL du 30 mai 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que, par application de l'article R. 741-20 du Code de la sécurité intérieure, le préfet peut, par arrêté motivé, décider qu'un plan particulier d'intervention n'est pas nécessaire, au vu, d'une part, de l'étude de danger démontrant l'absence, en toute circonstance, de danger grave pour la santé de l'homme ou pour l'environnement, d'autre part, du rapport établi par l'autorité de contrôle, dans le cadre de la procédure d'autorisation prévue par la section 1 du chapitre II du titre 1er du livre V du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que l'étude de danger du 13 octobre 2023 et le rapport de la DREAL du 20 novembre 2023 démontrent l'absence, en toute circonstance de danger grave pour la santé de l'homme ou pour l'environnement à l'extérieur de l'établissement REVIVAL ;

**CONSIDERANT** que sur la base de ces éléments, il n'y a pas lieu d'élaborer un plan particulier d'intervention pour l'établissement REVIVAL.

#### **ARRÊTE :**

##### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'établissement REVIVAL situé à CASTINE-EN-PLAINE est dispensé d'élaboration d'un plan particulier d'intervention.

##### **Article 2 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur dans les deux mois suivant sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Caen, dans le même délai, ou, le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

##### **Article 3 :**

Le directeur de cabinet et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 10 déc. 2023 .



Stéphane BREDIN